



Arrivé: 100679	Ville de Millau
Situation financière	
Reçu: 25/06/2019	CAB
Rep: 10/07/2019	PCAB/ELUS
	- D DDGS
DGAR - N. M	- J C



PRÉFECTURE DE L'AVEYRON

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES FINANCES PUBLIQUES DE L'AVEYRON

Bureau des Collectivités

Division Secteur Public Local

La Préfète
de l'Aveyron

Le Directeur Départemental
des Finances Publiques de l'Aveyron

à

Monsieur le Maire
de MILLAU

MAIRIE DE MILLAU
CABINET DU MAIRE

N° Rodez, le 13 juin 2019

Objet : Situation financière de votre commune

ARRIVÉ LE 21 JUIN 2019

Monsieur le Maire,

SERVICE EN CHARGE :

ELU EN CHARGE :

INFORMES :

Suite à examen approfondi du compte administratif produit par vos services pour l'exercice 2018 et du compte de gestion, il apparaît que la situation financière de votre commune demeure très préoccupante (voir annexe).

L'autofinancement se dégrade année après année sous l'effet de la diminution des produits de fonctionnement partiellement compensée par la moindre baisse des charges.

L'endettement est à un niveau très important et durable avec un recours systématique à l'emprunt obérant la capacité d'autofinancement nette.

La commune doit veiller à ne pas aggraver son endettement au risque de déséquilibrer sa structure financière et s'attacher à optimiser ses produits et trouver de nouvelles économies dans les dépenses.

Compte tenu de ces problématiques et des programmes d'investissement pluriannuels engagés, notamment dans le cadre de l'action « Coeur de ville » nous vous appelons à la plus grande vigilance sur les finances de votre commune.

A défaut de décaler dans le temps certains projets, la capacité d'investissement de la commune serait limitée pour les trois ou quatre prochaines années. Nous vous invitons à la prudence sur le séquençage des recours à l'emprunt qui doit être effectué en considération des travaux à financer.

Madame ROUCAUTE, votre comptable publique, pourra également examiner avec vous les pistes et possibilités de redressement des comptes de votre commune, du point de vue fiscal et financier.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de notre considération distinguée.

Catherine SARLANDIE DE LA ROBERTIE

Alain DEFAYS

ANNEXE

MILLAU

	CAC	RIGID	END	CMPFR	END2
2018	0,99	0,54	1,01	1,42	9,13
2017	0,98	0,55	1,09	1,42	10,07
2016	0,93	0,52	1,13	1,28	7,47

Principaux constats

Les principaux ratios financiers demeurent dégradés.

Le CAC atteint le seuil critique et indique que la commune dispose d'une très faible capacité d'autofinancement net. Le niveau d'endettement est très élevé.

La fiche AEF consolidée (intégrant les budgets annexes) ci-dessous, confirme la situation financière fragile et préoccupante de la commune et un endettement important (1748 €/habitant alors que la moyenne de la strate est de 1019 €/habitant).

Ratios financiers :

Coefficient d'autofinancement courant (CAC)

$$\frac{(\text{Charges de fonctionnement} + \text{Remboursement de la dette})}{\text{Produits de fonctionnement}}$$

Ce ratio valorise la part des produits réels de fonctionnement consommée par les charges réelles de fonctionnement et le remboursement de la dette en capital. Plus le ratio est élevé, plus la marge de manœuvre de la collectivité est ténue. Le seuil critique est atteint lorsque le CAC est supérieur à 1.

Avec un ratio à 0,99, la commune demeure à un seuil critique et assure le remboursement de sa dette par l'autofinancement.

Ratio de rigidité des charges structurelles (RIGID)

$$\frac{(\text{Charges de personnel} + \text{contingents et participations} + \text{charges d'intérêts})}{\text{Produits de fonctionnement}}$$

Ce ratio permet d'évaluer le poids des charges structurelles dans les produits réels de la collectivité. Plus le ratio est élevé, plus la marge de manœuvre de la collectivité est ténue. Le seuil critique est atteint lorsque le RIGID dépasse 0,80.

Avec un ratio à 0,54 en amélioration, la commune consomme plus de la moitié de ses produits de fonctionnement en charges structurelles.

Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal rénové (CMPFR)

$$\frac{(\text{Produits des 4 taxes})}{\text{Potentiel CGCT sans strate}}$$

Ce ratio permet mesure la pression fiscale de la collectivité par rapport à la moyenne de nationale. Plus le ratio est élevé, plus la marge de manœuvre de la collectivité est tenue en matière d'augmentation de fiscalité. Le seuil critique est atteint lorsque le CMPFR est supérieur à 1.

Avec un ratio à 1,42 stable, la commune n'a pas de marges de manœuvre en matière de fiscalité.

Ratio de rigidité des charges structurelles (END)

END

$$\frac{(\text{Encours total de la dette au 31/12/N})}{\text{Produits de fonctionnement}}$$

END2

$$\frac{(\text{Encours total de la dette au 31/12/N})}{\text{CAF}}$$

Ce ratio permet de mesurer le nombre d'années de produits réels de fonctionnement (END) ou de CAF (END2) nécessaire au remboursement de l'intégralité du capital de la dette restant dû. Plus le ratio est élevé, plus la marge de manœuvre de la collectivité est tenue en matière d'endettement. Le seuil critique est atteint lorsque l'END est supérieur à 2.

Il faut 1,01 année de produits de fonctionnement pour que la commune rembourse l'intégralité du capital de la dette.

Ramener au niveau de l'auto-financement actuel, il faut 9,13 années de CAF pour que la commune rembourse l'intégralité du capital de la dette.

Situation Financière Consolidée (BP+BA) : MILLAU				
	Exercice : 2016	Exercice : 2017	Exercice : 2018	Population totale : 23058
Intitulé des rubriques	€	€	€	€ par habitant
FONCTIONNEMENT				
Total des produits de fonctionnement = A	32 635 584	36 432 280	32 546 742	1 412
dontImpôts locaux	16 322 042	16 410 911	16 650 806	722
.....Fiscalité reversée	3 629 416	3 491 060	3 490 939	151
.....Autres impôts et taxes	1 550 824	1 587 708	1 222 101	53
.....Dotation globale de fonctionnement	4 119 334	3 866 602	3 908 314	169
.....Attributions de péréquation et de compensation	661 833	825 851	823 094	36
Total des charges de fonctionnement = B	28 849 975	33 714 651	29 455 182	1 277
dontCharges de personnel (montant net)	13 880 717	14 666 361	14 370 597	623
.....Achat et charges externes (montant net)	5 768 982	6 189 690	6 435 289	279
.....Charges financières	1 803 221	1 694 733	1 601 731	69
.....Contingents	40 612	33 172	88 341	4
.....Subventions versées	3 537 476	3 628 206	3 564 202	155
Résultat comptable = A - B = R	3 785 610	2 717 629	3 091 560	134
INVESTISSEMENT				
Total des ressources d'investissement budgétaires = C	9 022 733	13 862 765	14 065 644	610
dontExcédents de fonctionnement capitalisés	1 994 837	3 525 780	3 403 916	148
.....Dettes bancaires et assimilées (hors ICNE) (1)	3 770 000	1 155 580	243 000	11
.....dont dettes bancaires SPIC	770 000	0	0	0
.....Autres dettes à moyen long terme	542	804	0	0
.....Subventions reçues	575 013	1 110 610	3 995 918	173
.....FCTVA	0	1 601 891	826 685	36
.....Autres fonds globalisés d'investissement	137 263	127 203	151 493	7
.....Amortissements	1 763 169	1 667 478	1 740 388	75
.....Provisions	0			
Total des emplois d'investissement budgétaires = D	10 511 473	12 204 927	17 007 127	738
dont....Dépenses d'équipement	6 728 907	8 272 827	10 550 480	458
.....Remboursement de dettes bancaires et assimilées (1)	2 996 517	3 215 972	3 405 918	148
.....dont dettes bancaires SPIC	401 349	441 143	424 350	18
.....Remboursements des autres dettes à moyen long terme	26 257	27 922	28 728	1
.....Reprise sur amortissements et provisions	82 000	0	0	0
.....Charges à répartir	0	0	0	0
.....Immobilisations affectées, concédées	24 710	0	0	0
Besoin de financement résiduel = D - C	1 488 740	-1 657 838	2 941 483	128
dont....Besoin de financement SPIC	-778 868	274 231	-275 091	
+ Solde des opérations pour compte de tiers			21 826	
dont....solde des opérations pour compte de tiers SPIC				
Besoin de financement de la section d'investissement	1 488 740	-1 657 838	2 963 308	129
Besoin de financement de la section d'investissement SPIC	778 868	-274 231	275 091	
Résultat d'ensemble	2 296 870	4 375 467	128 252	
DETTE				
Encours total de la dette au 31 Décembre	45 587 029	43 499 519	40 307 873	1 748
.....dont encours des dettes bancaires et assimilées	45 320 099	43 259 708	40 096 790	1 739
.....dont encours des dettes bancaires SPIC	10 968 778	10 527 636	10 103 285	438
Annuités des dettes bancaires et assimilées (1)	4 784 385	4 907 672	4 998 158	217
.....dont annuités SPIC	966 230	980 205	950 120	41
Avances du Trésor (solde au 31/12)				
COMPOSANTES DE L'AUTOFINANCEMENT				
Excédent brut de fonctionnement hors SPIC	6 396 185	4 753 244	4 961 557	215
Excédent brut de fonctionnement SPIC	1 208 558	1 132 770	1 430 754	62
Produits de fonctionnement CAF hors SPIC	30 236 398	29 917 444	29 745 209	1 290
Charges de fonctionnement CAF hors SPIC	25 636 606	26 638 897	26 178 547	1 135
Capacité d'autofinancement CAF hors SPIC	4 599 792	3 278 547	3 566 662	155
Produits de fonctionnement CAF SPIC	2 045 325	1 939 155	1 931 408	84
Charges de fonctionnement CAF SPIC	1 138 153	986 581	819 822	36
Capacité d'autofinancement CAF SPIC	907 172	952 574	1 111 586	48
CAF nette des remboursements de dettes bancaires et assimilées hors SPIC	2 004 624	503 718	585 095	25
CAF nette des remboursements de dettes bancaires et assimilées SPIC	505 823	511 431	687 235	30